

Burundi : Des experts onusiens appellent à des mesures immédiates

UN News Centre, 13 novembre 2015 Burundi : des experts de l'ONU exhortent à des actions concrètes pour éviter des atrocités Un groupe d'experts indépendants des Nations Unies a salué vendredi l'appel du Conseil de sécurité sur le Burundi, et a exprimé son indignation face à la situation des droits de l'homme dans le pays, avertissant que le pays se dirigeait de façon inacceptable vers plus d'atrocités. L'appel des experts indépendants suit l'adoption jeudi par le Conseil de sécurité de la résolution 2248 (2015), condamnant l'augmentation des cas de violations et atteintes aux droits humains dans le pays.

« La situation au Burundi continue de se détériorer, comme le signalent des rapports quotidiens sur les violations graves des droits humains, y compris les exécutions extra-judiciaires, arrestations et détentions arbitraires, la torture, les attaques contre les médias indépendants, le harcèlement et le meurtre de défenseurs des droits de l'homme, les restrictions injustifiées à la liberté de réunion pacifique et d'expression, qui s'ajoutent à plus de 200.000 personnes déplacées par la violence », soulignent ces experts indépendants, Maina Kiai, Michel Forst, Juan E. Méndez, David Kaye, Christof Heyns, Chaloka Beyani et Pablo de Greiff. « Nous appelons les autorités à prendre des mesures immédiates pour mettre un terme aux violations endémiques des droits de l'homme et assurer qu'il n'y ait pas d'impunité pour les auteurs », ont souligné les experts tout en rappelant que dans les deux derniers mois, ils ont reçu des rapports indiquant que des gens arrêtés par les forces de sécurité ont été trouvés morts, la plupart avec des signes de torture dans plusieurs quartiers de Bujumbura. « C'est inacceptable; en vertu du droit international, rien ne peut justifier ces violations ». Il y a environ une semaine, les forces de police ont arrêté Welli Nzitonda, le fils d'un éminent défenseur des droits de l'homme renommé ciblé par la police. Son corps a été retrouvé deux heures plus tard avec des signes de blessures à la tête. « Si un défenseur bien connu et réputé est attaqué de cette manière, nous craignons le pire pour les défenseurs qui sont plus isolés et moins visibles », ont mis en garde les experts. « Ces manœuvres ou stratégies cherchent de manière équivoquantable à étouffer une pluralité de points de vue dans la société civile, et envoient un message dissuasif à ceux qui tentent de se réunir pacifiquement et s'associer librement, en s'ajoutant à l'insécurité dans le pays ». Le groupe d'experts a averti que de toute évidence la situation au Burundi s'est dangereusement aggravée au cours des dernières semaines. Dans un climat général d'impunité, les forces de sécurité continuent d'agir avec un manque total de respect pour les droits humains des Burundais. Des membres des forces de sécurité et des partisans du parti au pouvoir ont également été attaqués et tués par des hommes armés non identifiés. Tout en accueillant le message clair et l'alerte lancés par le Conseil de sécurité sur la situation dans le pays, des actions devraient maintenant suivre et apporter des réponses concrètes qui s'ajustent à l'ampleur des risques qui sont en jeu au Burundi et dans la région. « Ceci est une crise qui est éminemment de nature politique et entraîne un risque accru d'escalade de la violence et davantage de fracture au sein de la société burundaise. Nous appelons à des solutions politiques et à la mobilisation de tous les moyens et instruments disponibles pour empêcher une nouvelle détérioration de la situation, y compris par le dialogue politique, ainsi que la reddition de comptes pour les violations commises. Nous exhortons également les autorités à se dissocier des discours de haine et de division », ont souligné les experts. « Nous demandons instamment à l'ONU de fournir toutes les ressources nécessaires au Haut-Commissariat aux droits de l'homme, l'Union africaine et la Commission africaine des droits de l'homme pour fonctionner efficacement dans le pays, en particulier en vue de l'observation, le suivi de la situation des droits de l'homme, ainsi que le soutien aux efforts de prévention ; ce, de manière prioritaire ». Dans ce contexte, les experts de l'ONU ont pris note de l'engagement du gouvernement du Burundi à coopérer pleinement avec les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, en particulier, en acceptant la visite du Rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions sommaires dans le pays - dont la demande a été laissée sans réponse par le Gouvernement. « Dans le cas où la situation sécuritaire s'aggrave davantage, nous appelons le Conseil de sécurité à adopter immédiatement des mesures effectives pour empêcher davantage de pertes en vies humaines », ont ajouté les experts.